



## Des nouvelles de l'initiative LogementSain

Juin 2017

### Introduction

Au cours des deux dernières années, les organisations partenaires participant à l'initiative LogementSain ont mené une recherche de base afin de mieux connaître la situation que vivent les locataires aux prises avec des logements insalubres et les efforts qu'ils investissent pour obtenir de l'aide. Cette recherche visait également à évaluer la capacité et les approches des différentes organisations et des différents secteurs qui sont ou pourraient être en mesure de remédier aux conditions insalubres dans les logements locatifs, ainsi qu'à capter les expériences et les points de vue des propriétaires. Les travaux entrepris dans le cadre de cette recherche sont résumés ci-dessous. De nouvelles activités de recherche ont été réalisées depuis la mise à jour d'avril 2016 sur l'initiative LogementSain (dont le contenu est reproduit ci-dessous), y compris le sondage LogementSain auprès des employés de première ligne, un sondage auprès des petits propriétaires et plusieurs groupes de discussion avec des propriétaires.

Les partenaires de l'initiative LogementSain travaillent également en vue de favoriser l'échange d'information, le renforcement des capacités et les efforts de défense des droits, notamment par des présentations dans le cadre de conférences, des webinaires et d'autres occasions de formation pour les fournisseurs de services pertinents. Des mesures initiales ont été prises pour mettre au point une vidéo de formation à l'intention des fournisseurs de services sur les liens entre le logement et la santé, et les moyens de renforcer le soutien qu'ils fournissent aux personnes aux prises avec des logements insalubres. Les partenaires qui participent à l'initiative LogementSain collaborent avec les défenseurs des droits des locataires en vue de rehausser la sensibilisation aux conditions de logement et les mesures prises pour les améliorer. Une réunion des locataires qui participent à la défense des droits des locataires en région rurale est prévue pour l'automne 2017.

### ■ Groupes de discussion avec des locataires

Entre juin et août 2015, plusieurs groupes de discussion rassemblant un total de 80 locataires à faibles revenus ont été organisés dans des régions rurales et urbaines de l'Ontario. Quatre groupes de discussion animés par le Bureau de santé publique de Toronto et le centre de santé communautaire de South Riverdale se sont réunis à Toronto; trois autres groupes de discussion ont été animés dans la circonscription sanitaire de Grey Bruce par le bureau de santé publique local; et deux autres groupes de discussion organisés par le centre alimentaire communautaire The Table à Perth se sont réunis dans le comté de Lanark. Voici les principaux constats qui ressortent de ces rencontres :

- Les locataires ont signalé de nombreux problèmes susceptibles de nuire à leur santé dans les logements qu'ils habitent, dont des fuites d'eau et d'égout, la présence de moisissures et d'organismes nuisibles, une ventilation inadéquate, des structures endommagées (ex. portes ou fenêtres brisées), des appareils électroménagers dangereux ou en mauvais état, un mauvais câblage électrique et des lacunes sur le plan de la sécurité.
- Les locataires ont également parlé de problèmes avec le propriétaire de leur logement ou le concierge de leur immeuble, dont le manque de respect, l'intimidation et le racisme. Ces locataires ont en outre affirmé s'être déjà fait demander, sans motifs valables, de résoudre eux-mêmes les problèmes qu'ils avaient signalés.
- La mauvaise qualité des logements engendre des conséquences négatives sur la santé physique, mentale et sociale des locataires.

« Plusieurs niveaux hiérarchiques à traverser - il y a tellement de bureaucratie que ça ne se réglera jamais. »

« Les locataires n'ont pas la force de traverser autant d'étapes sur le plan affectif. »

« À force de se faire assommer, on finit par en avoir assez. »

« Comme je ne connaissais pas mes droits et que je ne savais pas quoi faire, mes enfants et moi, on s'est retrouvés sans logement. J'ai appris qu'il y a différents moyens de s'en sortir [...] Dire aux autres, "hé, essayez cette solution..." »

- Propos recueillis lors des groupes de discussion organisés dans le cadre de l'initiative LogementSain

- Les locataires ont indiqué avoir contacté différents organismes ou membres du personnel pour obtenir de l'aide (p. ex., organismes municipaux responsables des normes et des permis, santé publique, agents de logement, cliniques d'aide juridique, travailleurs sociaux, comités de locataires, conseillers municipaux, centres de santé communautaires, médecins de famille). Certains sont parvenus à régler leurs problèmes, mais la majorité d'entre eux n'ont résolu que partiellement ou temporairement leurs ennuis (solutions de fortune) ou n'y sont tout simplement pas parvenus, ce qui engendre frustration et découragement. Les démarches permettant de remédier à la mauvaise qualité des logements peuvent être ralenties par l'indifférence des propriétaires, l'absence de règles claires ou la non-application des règles existantes, de même que la lourdeur des procédures à la Commission de la location immobilière.
- Les problèmes particuliers à la ruralité qui ont été observés comprennent la stigmatisation (certains locataires sont mis sur une « liste noire ») et les restrictions liées au transport.
- Les locataires ont émis des suggestions permettant d'apporter des améliorations sur les plans de la réglementation et de son application, de l'éducation (p. ex., sur les droits et responsabilités des locataires et des propriétaires), de l'assistance (p. ex., diriger ou orienter correctement les locataires, créer un poste de médiateur) et de la coordination parmi les organisations et le personnel en question.

#### ■ **Sondage mené auprès des bureaux de santé publique**

Rempli en octobre 2015, ce sondage a permis d'établir le bilan de la situation au sein de l'ensemble des 36 bureaux de santé publique (BSP) de l'Ontario. Les réponses au sondage ont révélé une importante variabilité dans la manière dont les BSP interprètent leur rôle lorsqu'ils répondent à des plaintes au sujet des conditions de logement. De plus, ils n'accordent pas la même attention à l'équité en matière de santé et aux besoins des locataires marginalisés. Voici les principaux constats qui ressortent de ces rencontres :

- La plupart des BSP proposent du matériel informationnel ou offrent des consultations téléphoniques pour répondre aux plaintes sur les problèmes d'environnement intérieur.
- Plus de la moitié des BSP mènent des investigations sur les lieux lorsque surviennent des problèmes d'égout, d'eau, de moisissures ou de syllogomanie. Toutefois, très peu d'entre eux le font dans le cas de problèmes structuraux, d'inconfort thermique (températures trop basses ou trop élevées) et de contamination aux pesticides ou au radon.
- Près des trois quarts des BSP font appel au service d'inspection des bâtiments ou aux autorités responsables de faire appliquer la loi; la plupart des BSP (86 %) font rarement ou jamais appel à l'aide juridique; et un peu moins de la moitié d'entre eux considèrent savoir constamment vers qui diriger les locataires qui les sollicitent.
- Moins de la moitié (47 %) des BSP considèrent avoir les capacités et l'expertise nécessaires pour résoudre les problèmes d'environnement intérieur susceptibles de nuire à la santé; la majorité d'entre eux croient toutefois que des facteurs confusionnels (p. ex., des problèmes de santé mentale) réduisent leur capacité à intervenir de manière efficace.
- Moins de la moitié des BSP sont d'avis que la prise en charge de la plupart des problèmes d'environnement intérieur susceptibles de nuire à la santé fait partie de leur mandat.
- Environ les trois quarts des BSP s'entendent sur le fait que de mauvaises conditions de logement nuisent à la santé des populations marginalisées; moins de la moitié des BSP considèrent qu'il s'agit d'une priorité pour eux; et moins de la moitié des BSP de l'Ontario sont dotés de règles internes pour s'attaquer aux problèmes liés à la mauvaise qualité des logements chez les populations marginalisées.
- Environ la moitié des BSP travaillent à l'élaboration de politiques publiques pour remédier au manque d'accès équitable à un logement sécuritaire, salubre et abordable.

*« Nous travaillons bien avec nos partenaires [...] mais il y a place à plus de collaboration et de sensibilisation pour cerner et prendre en main les facteurs confusionnels tels que les problèmes de santé mentale, la syllogomanie, les faibles revenus, l'offre insuffisante en logements locatifs sécuritaires et salubres, les problèmes liés à l'âge et les nouveaux immigrants. »*

*- Réponse d'un participant au sondage auprès des BSP mené dans le cadre de l'initiative LogementSain*

Le sondage a été dirigé par Helen Doyle du bureau de santé publique de la région de York, présidente de l'Association pour la santé publique de l'Ontario, et Bob Hart du bureau de santé publique de Grey Bruce (BSPGB). L'analyse des réponses au sondage et la préparation du rapport ont été effectuées par Lindsay MacDermid à titre de contribution en nature du BSPGB. Le rapport peut être consulté au <http://www.healthyenvironmentforkids.ca/resources/rentsafe-public-health-unit-survey-summary-report>

#### ■ Sondage mené auprès des cliniques d'aide juridique et revue de la jurisprudence

Le sondage mené auprès des 80 cliniques d'aide juridique de l'Ontario dans le cadre de l'initiative LogementSain a été terminé en novembre 2015, avec un taux de réponse de 71 %. Il avait pour but d'évaluer la manière dont ces cliniques prennent en charge les problèmes d'environnement intérieur susceptibles de nuire à la santé dans les logements locatifs. Voici les principaux constats qui ressortent de ces rencontres :

- Les problèmes les plus souvent signalés sont liés aux organismes nuisibles, aux moisissures et aux dommages structuraux; viennent ensuite les problèmes liés au bruit, au chauffage, à la syllogomanie et aux inondations. D'autres problèmes sont mentionnés, mais de manière beaucoup plus rare.
- Environ les trois quarts des cliniques d'aide juridique font appel à l'organisation Éducation juridique communautaire Ontario ou à d'autres sources d'information (p. ex., ressources des BSP et de la Commission de la location immobilière). Plus de 80 % des répondants ont indiqué qu'il était nécessaire d'avoir accès à de nouvelles ressources ou de procéder à une mise à jour de celles-ci (notamment pour les cas se rapportant aux problèmes de moisissures, d'organismes nuisibles et de syllogomanie).
- Les répondants ont constaté que les locataires affrontaient plusieurs barrières. Les trois principales sont la peur d'être expulsé, la peur de devoir payer un loyer plus élevé ou de déménager à la suite des réfections et une connaissance insuffisante des ressources d'aide disponibles. Les problèmes de santé mentale sont également considérés comme une barrière importante.
- Les cliniques d'aide juridique font le plus souvent appel aux autorités responsables de faire appliquer la loi, aux propriétaires et au BSP de leur localité. Plus de 70 % d'entre elles ont indiqué manquer de temps pour effectuer un suivi et environ 50 % d'entre elles ne sont pas convaincues que les spécialistes recommandés aux locataires répondront à leurs préoccupations.
- Environ 60 % des répondants ont indiqué croire que les demandes de réparation faites par la Commission ne seront pas respectées.
- Ce sont surtout (environ 80 %) les facteurs confusionnels (p. ex., santé mentale, relation propriétaire-locataire, syllogomanie) qui entravent la capacité des cliniques d'aide juridique à répondre aux problèmes. Les autres obstacles mentionnés comprennent la capacité à trouver et à payer des experts, la difficulté de faire participer les BSP au processus de résolution de problème et l'absence de suivi des demandes de réparation par la Commission.
- Plus de 80 % des répondants s'accordent sur la nécessité d'une application effective des règles locales et de la Loi sur la protection et la promotion de la santé.
- Plus de 90 % des répondants s'entendent sur le fait que la *Loi sur la location à usage d'habitation* devrait comporter une clause sur la salubrité des logements locatifs.

« Nous sommes tellement occupés avec les cas d'expulsion que nous n'avons pas de temps à consacrer aux problèmes de réparation. »

« [En ce qui concerne] les punaises de lit, la plupart des locataires, notamment les bénéficiaires de l'aide sociale, n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour résoudre le problème; [capacité à laver les vêtements infestés, etc.] »

« Mes clients ne sachant ni lire, ni écrire, ni se servir d'un ordinateur, il est difficile pour eux de s'informer sur leurs droits. »

« Les locataires préféreraient déménager plutôt que d'affronter les problèmes. »

- Réponses au sondage mené auprès des cliniques d'aide juridique dans le cadre de l'initiative LogementSain

Le sondage a été dirigé par Kathy Cooper de l'Association canadienne du droit de l'environnement. L'analyse des réponses et la préparation du rapport ont été effectuées par Lindsay MacDermid. Le rapport peut être consulté au <http://www.healthyenvironmentforkids.ca/resources/rentsafe-legal-aid-survey-summary-report>.

En parallèle du sondage effectué auprès des cliniques d'aide juridique, l'Association procède à une revue de la jurisprudence afin de déterminer comment les tribunaux et les cours traitent des problèmes d'environnement intérieur susceptibles de nuire à la santé. La revue couvrira la *Loi sur la location à usage d'habitation*, les décisions de la Commission et les précédents où il y a eu révision judiciaire de décisions de tribunaux, certains aspects de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*, le *Code des droits de la personne de l'Ontario* et, dans une certaine mesure, des règles et des normes locales s'appliquant aux logements.

Ensemble, les résultats du sondage mené auprès des cliniques d'aide juridique et la revue de la jurisprudence serviront de base pour formuler des recommandations en vue de réformer le droit et de soutenir l'éducation juridique au sein de la population.

## **Sondage mené auprès des inspecteurs municipaux et groupes de discussion**

Dans le cadre de l'initiative Above Standard Housing menée par le Groupe de travail sur la pauvreté de Grey Bruce, Bob Hart et certains de ses collègues du BSPGB (affilié au Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement) ont mené un sondage auprès des inspecteurs municipaux de leur région, en plus d'organiser des groupes de discussion rassemblant des inspecteurs municipaux et des inspecteurs de la santé publique. Voici d'ailleurs les principaux constats retenus :

- Les plaintes sur le logement reçues par les municipalités et les BSP sont très semblables.
- Il existe d'importantes incertitudes quant à l'applicabilité de règles particulières pour répondre aux plaintes reçues.
- Le milieu rural doit composer avec des défis particuliers. Notamment, plusieurs municipalités rurales sont dotées de budgets de fonctionnements restreints, les règles ne sont pas uniformisées à travers la ruralité et l'importance accordée aux problèmes varie d'un endroit à l'autre.
- Les inspecteurs municipaux sont désireux de s'associer avec les acteurs de la santé publique afin d'explorer certaines solutions.

Le BSPGB est en train d'organiser un projet pilote d'inspection conjointe auquel participeront des inspecteurs municipaux et des inspecteurs de la santé publique.

Les partenaires qui participent à l'initiative LogementSain explorent également la faisabilité d'un sondage mené à l'échelle de la province auprès des inspecteurs municipaux et de l'application des règlements, semblable aux sondages décrits ci-dessus menés auprès d'autres secteurs.

## **Sondage auprès des intervenants de première ligne et des fournisseurs de services directs**

Les groupes de discussion avec des locataires de même que les sondages menés auprès des BSP et des cliniques d'aide juridique ont permis à l'équipe de l'initiative LogementSain de constater la nécessité de questionner directement les intervenants de première ligne tels que les infirmiers de santé publique, les agents de logement, les travailleurs sociaux, etc. Cela permettrait de connaître leur point de vue sur les défis et les problèmes liés aux conditions de logement que doivent affronter les locataires à faibles revenus de même que les moyens qu'ils prennent pour obtenir de l'aide; et de sonder les capacités actuelles et potentielles de même que l'intérêt, chez les travailleurs de première ligne, d'agir à titre de source d'information et de soutien pour les locataires aux prises avec des problèmes de ce genre. Le sondage auprès des intervenants de première ligne a été dirigé par Caryn Thompson du Centre de santé communautaire de South Riverdale (CSCSR).

Un sondage préliminaire a été mené à titre pilote auprès d'employés sélectionnés du CSCSR au printemps 2016 et a plus tard reçu l'approbation de l'Université Queen's sur le plan déontologique. Le sondage définitif en ligne, qui s'adressait aux employés qui travaillent directement avec les locataires à faibles revenus en Ontario, a été disséminé à l'automne 2016 grâce à un vaste éventail d'associations professionnelles provinciales et de réseau formelles et informelles. Les questions portaient sur la fréquence des préoccupations portées à leur attention; la sensibilisation aux problèmes de santé liés à l'environnement dans les logements locatifs; les moyens de soutenir les clients, y compris où les aiguiller pour qu'ils puissent obtenir de l'aide; ainsi que les soutiens et stratégies susceptibles d'être utiles. Environ 450 intervenants de première ligne en Ontario ont participé au sondage.

Parmi les principaux constats retenus, 96 % des répondants ont indiqué avoir travaillé avec des clients aux prises avec des conditions insalubres dans leur logement locatif. Quatre-vingt-onze pour cent des participants s'entendent pour dire que les conditions de logement médiocres avaient des répercussions néfastes sur la santé physique et mentale des clients desservis par leur organisation.

Sur le plan des capacités, 88 % des répondants conviennent que les intervenants de première ligne comme eux-mêmes ont un rôle à jouer dans le soutien fourni aux locataires qui cherchent à améliorer leurs conditions de logement, mais seulement un quart d'entre eux sont d'avis qu'ils disposent des ressources nécessaires (c.-à-d. le temps et le budget) pour le faire. La majorité des répondants recommandent des clients à d'autres organisations pour les aider à améliorer leurs conditions de logement, mais seulement 30 % pensent que les préoccupations des clients sont abordées de façon adéquate dans ces cas-là.

Les répondants ont dit avoir besoin de renseignements plus détaillés sur ce qui constitue des conditions de logement insalubres et des étapes claires à suivre pour recommander les clients; un cours de formation en ligne sur les droits des locataires et les lois et règlements pertinents; ainsi que des scénarios réels et des stratégies pour améliorer leurs aptitudes en défense des droits des clients. Les renseignements recueillis dans le cadre du sondage auprès des intervenants de première ligne serviront à éclairer les prochaines étapes de l'initiative LogementSain, y compris la création d'une vidéo pour les fournisseurs de services directs qui est en cours d'élaboration.

- **Sondage auprès des propriétaires et groupes de discussion**

- **Groupes de discussion avec des propriétaires à Grey Bruce**

Dans le cadre de l'initiative Above Standard Housing et en vue de recueillir des renseignements pour l'initiative LogementSain, le BSPGB a organisé des groupes de discussion avec des propriétaires locaux privés (2017) et en fera de même en 2018 avec des propriétaires de logements publics qui fournissent des logements directement aux populations vulnérables ou qui concluent des ententes de sous-traitance avec des propriétaires privés. Voici les principaux constats qui ressortent de ces rencontres :

- Les propriétaires disent se heurter à des obstacles lorsqu'ils tentent d'obtenir des services d'entretien et de réparation abordables et qu'ils ont de la difficulté à maintenir les coûts de location à un faible niveau.
- Les propriétaires disent ne pas avoir les aptitudes et les compétences nécessaires pour relever les défis auxquels ils font parfois face lorsqu'il s'agit de fournir des logements aux personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de dépendance. Ils ont suggéré que des stratégies d'intervention ou de médiation où participeraient les agences de services sociaux pertinentes pourraient aider à résoudre les conflits entre propriétaires et locataires qui surviennent dans ces situations.

- **Sondage auprès des petits propriétaires dans le cadre de l'initiative LogementSain**

De concert avec le Landlord's Self Help Centre et le Partenariat canadien pour la santé des enfants et l'environnement, le Centre for Environmental Health Equity a mené un sondage en ligne pour explorer les expériences des petits propriétaires de l'Ontario en ce qui a trait au maintien de la salubrité des logements. Environ 120 propriétaires ont participé au sondage, qui a été distribué par l'entremise de la liste de contacts du Centre en mars 2017. Les résultats du sondage permettront de déterminer comment mieux aider les petits propriétaires à assurer la salubrité des logements locatifs. Un rapport résumant les réponses recueillies dans le cadre du sondage est en cours d'élaboration.

- **Présentations et activités liées à l'initiative LogementSain :**

La [Table ronde de l'initiative LogementSain](#), tenue à l'Université McMaster à Hamilton en novembre 2016, réunissait plus de 80 participants provenant de secteurs multiples, dont des locataires, des propriétaires, des fournisseurs de services, des personnes du milieu universitaire et des représentants du gouvernement, qui ont examiné les constats de l'initiative LogementSain retenus jusqu'ici et discuté des mesures prioritaires. Le [rapport sommaire](#) et les [présentations](#) sont disponibles sur la page de l'initiative LogementSain. Une courte vidéo tableau blanc intitulée [Home](#), qui relate les expériences de locataires aux prises avec des conditions de logement insalubres et les efforts qu'ils déploient pour obtenir de l'aide, a été inaugurée lors de la table ronde.

Voici un aperçu des activités auxquelles l'initiative LogementSain a récemment pris part, de même que celles auxquelles elle participera :

- Erica Phipps a présenté l'initiative LogementSain en collaboration avec Jeff Masuda, Centre for Environmental Health Equity, à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de l'American Association of Geographers à Boston en avril 2017.
- Helen Doyle a été invitée à présenter l'initiative LogementSain à l'Université Ryerson en avril 2017; elle s'est adressée à des étudiants en hygiène de l'environnement dans le cadre du cours sur le logement et de leurs études sur l'équité en matière de santé, la santé publique et les normes du bâtiment liées au logement.

- Le BSPGB a présenté un exposé à la section Sud-Ouest de l'Ontario Association of Property Standards Officers sur la relation entre le logement et la santé et sur le rôle des responsables de la santé publique et des normes du bâtiment. La vidéo sur l'initiative LogementSain, *Home*, a été projetée au début de la présentation. L'Association a été très réceptive à l'idée de resserrer les liens entre les responsables de la santé publique et des normes du bâtiment.
- Erica Phipps et Carlos Sanchez du Centre for Environmental Health Equity et de l'Université Queen's ont présenté une [affiche](#) lors du Congrès de santé publique de l'Ontario, tenu à Toronto en mars 2017. Elle portait sur les résultats préliminaires du sondage auprès des petits propriétaires mené dans le cadre de l'initiative LogementSain.
- Erica Phipps a présenté un exposé sur l'initiative LogementSain et les liens entre le logement et la santé lors d'une [séance préliminaire d'une journée sur la santé préconception](#) faisant partie des activités du congrès de Meilleur départ (février 2017, Toronto), un événement annuel qui réunit des centaines de professionnels de la petite enfance provenant de l'Ontario et de partout au Canada.
- L'initiative LogementSain a servi d'exemple pour illustrer comment des liens intersectoriels complexes peuvent se développer de façon formelle et informelle pour créer de merveilleuses occasions d'action collective lors d'une tribune sur la valeur des stratégies d'impact collectif dans les initiatives de développement communautaire tenue dans le cadre d'un petit déjeuner causerie des Grey Bruce Healthy Partnerships, un événement mensuel qui réunit des entreprises locales, des organismes des services sociaux, des représentants du gouvernement, des éducateurs, des politiciens et des citoyens qui viennent discuter des enjeux touchant la communauté.
- Kathy Cooper de l'Association canadienne du droit de l'environnement a présenté l'initiative LogementSain lors de la réunion du Legal Clinic Housing Issues Committee en janvier 2017.
- En janvier 2016, Erica Phipps a présenté l'initiative LogementSain au cours d'un [webinaire](#) organisé par le Centre de collaboration nationale des déterminants de la santé et hébergé par CHNET-Works! Environ 240 personnes y ont assisté à travers le Canada.
- Lors du Congrès de santé publique de l'Ontario tenu à Toronto en avril 2016, les membres de l'équipe de l'initiative LogementSain, Erica Phipps, Jill McDowell, Bob Hart, Kathy Cooper, Helen Doyle et Caryn Thompson, ont animé pendant 90 minutes une [présentation](#) et une discussion de groupe sous le thème *LogementSain : une démarche intersectorielle visant à assurer des conditions de logement salubres pour les locataires à faibles revenus de l'Ontario*
- Les membres de l'équipe de l'initiative LogementSain, Vittoria Vecchiarelli (bureau de santé publique de la région de York), Bob Hart, BSPGB, et Erica Phipps, ont présenté une affiche portant sur le sondage mené auprès des BSP dans le cadre de cette initiative, de même que sur les efforts associés permettant de créer des liens avec le secteur de la santé publique lors du congrès de l'Association canadienne de santé publique tenu à Toronto en juin 2016.

#### **Activités à venir :**

- Les Services d'aide juridique de Grey Bruce organiseront une séance de formation et d'information sur la Loi sur la location à usage d'habitation à l'intention des membres de Community Voices à l'été 2017. Elle visera à donner aux participants les aptitudes nécessaires pour agir comme pairs défenseurs et ainsi fournir à d'autres locataires de l'information sur les droits des propriétaires et des locataires, communiquer efficacement avec les propriétaires et collaborer avec les Services d'aide juridique en cas de conflit.
- Kathy Cooper compte organiser des séances sur l'initiative LogementSain dans le cadre des activités de formation des cliniques juridiques au cours de l'année 2017.
- L'initiative LogementSain fera l'objet d'une présentation au congrès 2017 de l'Institut canadien des inspecteurs en hygiène publique (section de l'Ontario) le 3 octobre 2017.

#### **■ Comité consultatif de l'initiative LogementSain**

L'équipe de l'initiative LogementSain est heureuse d'accueillir les nouveaux membres suivants au sein de son comité consultatif : Tanya Butt, Nadine Desjardins, Greg Nicol, Katie Plaizier et Greg Suttor. Une téléconférence du Comité consultatif de l'initiative LogementSain est prévue pour le **6 juin, de 14 h à 15 h**.

#### **■ Initiative d'application des connaissances de l'initiative LogementSain**

Erica Phipps et Jeff Masuda du Centre for Environmental Health Equity (Université Queen's) ont reçu des Instituts de recherche en santé du Canada une bourse d'application des connaissances de deux ans pour mener des travaux de recherche communautaire auprès des défenseurs des droits des locataires

et d'autres intervenants d'Owen Sound et de la région de Grey-Bruce, et pour aborder les conditions de logement, l'équité en matière de santé et la justice sociale. Le projet, qui forme la base de la recherche doctorale d'Erica Phipps, débutera cette année et inclura l'autodéfense des droits des locataires, ainsi que la convocation d'intervenants de différents secteurs (fournisseurs de logement, représentants officiels du gouvernement, organismes locaux et habitants de la région) à un atelier de plusieurs jours visant à éliminer les obstacles à la communication et à l'action intersectorielles. Les partenaires comprennent le BSPGB, le Groupe de travail sur la pauvreté de Grey Bruce, Community Voices, le M'Wikwedong Native Cultural Resource Centre, le Laboratoire d'analyse sur la santé et l'environnement de l'Université d'Ottawa et le Centre de collaboration nationale des déterminants de la santé.

#### ■ Activités en cours pour 2017-2018

Les trois premières années de financement de l'initiative LogementSain par la Fondation Trillium de l'Ontario prendront fin au début de 2018. Voici les activités prévues pour l'année qui vient :

- Rapport de base de l'initiative LogementSain. Une version initiale du rapport a servi de [document de travail](#) pour la table ronde de l'initiative LogementSain (novembre 2016). On continuera de développer le rapport d'après les renseignements fournis par les participants à la table ronde et les résultats des travaux de recherche et des activités de collaboration soutenus liés à l'initiative LogementSain.
- Vidéo à l'intention des fournisseurs de services : les membres de l'équipe de l'initiative LogementSain travaillent avec d'autres partenaires pour créer, à l'intention des fournisseurs de services, une courte vidéo à utiliser pour la formation du personnel et dans des webinaires, des conférences et d'autres occasions d'apprentissage. Elle abordera les liens entre le logement et la santé, et explorera des moyens de renforcer les soutiens fournis aux personnes qui sont aux prises avec des conditions de logement insalubres.
- Soutien pour la défense des droits des locataires : On est en train d'organiser une réunion pour les équipes de défense des droits des locataires travaillant à Owen Sound, à Perth ou à Stratford pour l'automne 2017 (à confirmer). Elles pourront y discuter des problèmes liés à la qualité des logements auxquels font face les locataires des petites villes et des régions rurales, et y partager des stratégies de sensibilisation et de défense des droits, y compris l'élaboration d'outils et de ressources pour le travail de proximité et la défense des droits.

L'équipe de l'initiative LogementSain et les partenaires du PCSEE chercheront également à établir une orientation stratégique pour l'avenir de l'initiative LogementSain et déployeront des efforts en vue d'obtenir le financement requis.

#### Pour plus de renseignements :

Erica Phipps, directrice générale, PCSEE

[erica@healthyenvironmentforkids.ca](mailto:erica@healthyenvironmentforkids.ca)

613 791 4248

<http://www.healthyenvironmentforkids.ca/collections/rentsafe>



LogementSain est une initiative du  
Partenariat canadien pour la santé des enfants et de l'environnement

avec l'**Environmental Health Institute of Canada**  
agissant à titre de principale organisation partenaire du PCSEE  
et avec la participation active de plusieurs organisations et secteurs

L'initiative LogementSain est financée par la **Fondation Trillium de l'Ontario**



Ontario Trillium Foundation

An agency of the Government of Ontario.  
Un organisme du gouvernement de l'Ontario.



Fondation Trillium de l'Ontario